



IOCAF-III-V/3s
Nairobi, le 28 mai 2019
Original anglais

COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
(de l'UNESCO)

**CINQUIÈME SESSION DE LA SOUS-COMMISSION DE LA COI POUR L'AFRIQUE
ET LES ÉTATS INSULAIRES ADJACENTS**

Nairobi, Kenya
25-27 mars 2019

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, la Sous-Commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAF), en tant qu'organe subsidiaire principal de la COI, est tenue de rendre compte de ses sessions à un organe directeur.

L'Assemblée de la COI, à sa 30^e session (UNESCO, Paris, 26 juin – 4 juillet), sera invitée à examiner le présent résumé exécutif.

- 1 La cinquième session de la Sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAF-III-V) s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), au Kenya, du 25 au 27 mars 2019. Y ont assisté plus de 45 participants représentant 22 États membres (Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Comores, Congo, Égypte, Ghana, Guinée, Kenya, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie et Tunisie) et d'autres partenaires, parmi lesquels l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les secrétariats des conventions d'Abidjan et de Nairobi du Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA).
- 2 La session a été officiellement ouverte par M. Japheth Micheni Ntiba, Secrétaire principal du Secrétariat d'État kenyan chargé des pêches, de l'aquaculture et de l'économie bleue, au nom du Secrétaire de cabinet du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et de l'irrigation, qui a appelé l'attention sur les grandes initiatives régionales et mondiales telles que l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Plan d'action de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 (AIM 2050), la Décennie des mers et des océans d'Afrique (2015-2025) et la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030), autant de cadres qui permettront à l'Afrique et aux États insulaires adjacents de tirer parti des sciences et de la recherche océanographiques afin d'exploiter au mieux le potentiel de leur économie bleue. Il a prié la Sous-commission de prêter une attention particulière au renforcement des capacités en matière de sciences et technologies marines dans la région, et à la mise en place d'un système africain global d'observation de l'océan qui contribuerait à la sécurité de la population et de l'économie. Il a souligné qu'il était nécessaire de renforcer la Sous-commission afin qu'elle réalise les objectifs pour lesquels elle avait été créée, notamment en assurant ses fonctions de secrétariat proportionnellement à ses tâches. Le Président de l'IOCAF, M. Mohamed Said, et

le Secrétaire exécutif de la COI, M. Vladimir Ryabinin, ont également pris la parole lors de la session d'ouverture.

- 3 Les délégués ont observé une minute de silence en hommage à M. Moamer Eltayeb Ali, qui représentait le Soudan lors des sessions précédentes de la Sous-commission et avait disparu en février 2019, ainsi qu'à la mémoire des victimes du cyclone Idai, qui avait causé de terribles dommages au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi, entraînant la mort de plus d'un millier de personnes et des centaines de disparitions entre le 4 et le 21 mars 2019.
- 4 Le Président de l'IOCAFRICA a présenté les grandes lignes des activités menées par la Sous-commission au cours de la période intersessions 2017-2019.
- 5 Le développement des capacités demeure une priorité de la Sous-commission, au titre de laquelle les centres de formation régionaux de l'Académie mondiale OceanTeacher (OTGA) ont organisé en Afrique des stages de formation sur : la gestion des données issues de la recherche (3-7 juillet 2017, Mombasa, Kenya), la gestion des données relatives à la biodiversité marine (17-20 juillet 2017, Dakar, Sénégal ; 12-16 février 2018, Mombasa, Kenya), l'application de la télédétection et des systèmes d'information géographique (SIG) à la gestion marine et côtière (22-26 janvier 2018, Maputo, Mozambique) et la modélisation hydrodynamique et environnementale (28 mai – 1^{er} juin 2018, Dakar, Sénégal).
- 6 L'IOCAFRICA et le Ministère sud-africain des questions environnementales (DEA) ont organisé deux croisières régionales de recherche à bord du navire de recherche océanographique sud-africain *SA Agulhas II* dans le cadre de la deuxième Expédition internationale de l'océan Indien, du 17 octobre au 3 novembre 2017, puis du 10 juin au 13 juillet 2018, respectivement. Ce navire a effectué des relevés dans les eaux situées au large de l'Afrique du Sud, des Comores, de Madagascar, du Mozambique et de la Tanzanie. L'accent a été mis sur les observations et la formation dans les domaines de l'océanographie physique, la chimie, l'océanographie biologique, la biodiversité benthique, les prédateurs marins du sommet de la chaîne alimentaire (baleines, requins, dauphins, oiseaux de mer, etc.), la géologie marine, les déchets plastiques en milieu marin et les sciences sociales. L'IOCAFRICA a pris en charge les frais de voyage d'une cinquantaine de scientifiques et d'étudiants en sciences de la mer venus des Comores, d'Égypte, du Kenya, de Madagascar, du Mozambique, du Nigéria, de Tanzanie et du Zimbabwe afin de leur permettre de participer aux deux croisières.
- 7 L'élaboration de l'Atlas marin et côtier de l'Afrique s'est poursuivie avec l'organisation d'un atelier dispensant une formation à la plate-forme Geonode, suivi de la migration depuis SmartAtlas vers la Geonode des contenus de l'Atlas marin et côtier de l'Afrique (12-16 mars 2018, Swakopmund, Namibie). La mise en place d'un volet africain du portail des données océanographiques est en cours, et l'information recueillie lors des croisières sur l'océan Indien et les ensembles de données de 1965 à aujourd'hui ont déjà été intégrés au Portail.
- 8 L'IOCAFRICA a organisé quatre ateliers sur l'aménagement de l'espace marin : à Mindelo (Cabo Verde), du 5 au 7 février 2018 (en portugais) ; à Dakar (Sénégal), du 5 au 7 septembre 2018 (en anglais) ; à Mombasa (Kenya), du 10 au 14 septembre 2018 (en anglais) ; et à Maurice du 8 au 12 octobre 2018 (en français). Ces ateliers, organisés avec différents partenaires parmi lesquels le [Projet Mami Wata](#), les secrétariats des conventions d'Abidjan et de Nairobi du PNUE, l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA), le Fonds mondial pour la nature ([WWF](#)) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont permis aux participants de définir une interprétation commune de la notion d'aménagement de l'espace marin afin de favoriser la mise en place d'une gestion durable des ressources. Dans le cadre de ces ateliers, la COI de l'UNESCO s'est efforcée de transmettre les connaissances et les compétences dont les gouvernements de la région avaient besoin pour encourager le développement durable de l'économie axée sur l'océan, en tenant compte des besoins de l'ensemble des secteurs et en les conciliant. Soixante-quinze stagiaires de 20 États membres africains ont participé aux quatre formations.

- 9 Afin de sensibiliser davantage la région aux questions relatives à l'océan, l'IOCAFRICA a soutenu l'organisation d'activités visant à célébrer la Journée mondiale de l'océan à Maputo, le 8 juin 2017, en collaboration avec le bureau de l'UNESCO à Maputo, puis à Kilifi (Kenya) les 7 et 8 juin 2018, en collaboration avec l'Université Pwani, *Regeneration Africa*, *Ocean Mamas* et la *Watamu Marine Association*. Plusieurs États membres ont également organisé des activités de célébration de la Journée mondiale de l'océan à l'échelon national.
- 10 L'IOCAFRICA a aussi organisé un concours d'écriture (à l'intention des étudiants et des jeunes scientifiques) autour de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030). Ont également contribué à faire œuvre de sensibilisation : la séance de travail sur la deuxième Expédition internationale de l'océan Indien tenue lors du colloque scientifique de la WIOMSA (octobre 2017, Dar es Salaam, Tanzanie), la séance de travail sur les observations océaniques en Afrique dans le cadre de la conférence *Coast to Ocean* (12-14 février 2019, Alexandrie, Égypte), et l'atelier national d'information sur les programmes de la COI (Swakopmund, Namibie, en mars 2018).
- 11 La COI de l'UNESCO a participé activement à la Conférence mondiale sur l'économie bleue durable (du 26 au 28 novembre 2018, Nairobi, Kenya) et a coorganisé trois manifestations parallèles sur les thèmes suivants : (i) l'aménagement de l'espace marin et les approches écosystémiques à l'appui d'une économie bleue durable aux niveaux national et transfrontalier ; (ii) vers une économie bleue durable fondée sur les connaissances : contribution des sciences océaniques, des observations de l'océan et des techniques marines à l'économie bleue durable ; et (iii) l'approche des grands écosystèmes marins : un outil de gestion et de coopération crucial pour mettre à profit les possibilités de l'économie bleue. Elle a en outre organisé une exposition présentant ses activités et a apporté des contributions essentielles lors des séances thématiques, du colloque sur la science et la recherche, du cercle des dirigeants et de la cérémonie de clôture.
- 12 Le projet intitulé « Responses of Biological Productivity and Fisheries to Changes in Atmospheric and Oceanographic Conditions in the Upwelling Region associated with the East African Coastal Current » (Effets sur la productivité biologique et les pêches de l'évolution des conditions atmosphériques et océanographiques dans la région de remontée des eaux associée au courant côtier d'Afrique de l'Ouest), mis en œuvre en collaboration avec la WIOMSA, s'est achevé au cours de la période examinée, avec un atelier d'évaluation qui s'est tenu à Tanga (Tanzanie) en juillet 2017. La troisième phase du projet « Renforcer les capacités océanographiques dans les pays d'Afrique de l'Ouest du grand écosystème marin du courant des Canaries » (CCLME), financée par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement ([AECID](#)), a été lancée à l'occasion de l'atelier relatif aux effets du changement climatique sur la productivité dans le CCLME (Tenerife, Espagne, du 18 au 20 septembre 2018). Les participants ont noté que différentes hypothèses prédisaient des effets inégaux du changement climatique sur la dynamique des vents, ce qui pourrait agir sur la dynamique des océans et donc sur la production primaire au large de l'Afrique du Nord-Ouest. L'IOCAFRICA conduit également l'élaboration d'un cadre régional de soutien aux îles de l'océan Indien occidental des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de Zanzibar (Tanzanie) afin de répondre aux défis et aux possibilités transfrontaliers découlant du changement climatique. Ce cadre est une initiative de l'équipe régionale pour l'Afrique orientale et australe du Groupe des Nations Unies pour le développement (R-UNDG/ESA).
- 13 L'atelier sur le Réseau régional africain pour le projet intitulé « Strengthening Global Governance of Large Marine Ecosystems and their Coasts through Enhanced Sharing and Application of LME/ICM/MPA Knowledge and Information Tools » (Projet GEF-LME:LEARN) (Renforcer la gouvernance mondiale des grands écosystèmes marins et de leurs côtes à travers le renforcement du partage et de l'application des connaissances et des outils d'information relatifs aux LME, à la gestion intégrée des zones côtières et aux zones marines protégées) s'est tenu à Dakar (Sénégal), les 3 et 4 septembre 2018. Cet atelier a été suivi par 30 participants venus de 14 pays, représentant des institutions nationales universitaires et autres, des projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des organismes des Nations Unies, des sociétés privées et des organisations non gouvernementales. Cette réunion a permis d'étudier les possibilités existantes ou potentielles de jumelage entre les projets, la reproduction des bonnes pratiques en

matière d'application de la science à la gestion, la participation du secteur privé et le renforcement des mécanismes de coordination.

14 L'IOCAFRICA continue d'étudier les possibilités d'intensifier la collaboration avec les institutions océanographiques chinoises et a participé au troisième Forum sino-africain sur les sciences et les technologies marines qui s'est tenu du 28 au 30 novembre 2017, à Hangzhou (Chine).

15 La Sous-commission a félicité son Secrétariat et son Bureau des progrès satisfaisants accomplis dans la mise en œuvre des activités planifiées. Elle a prié le Secrétariat de prendre en compte les statistiques relatives aux experts formés et les données complémentaires produites dans les futurs rapports.

Principaux résultats de la session

16 La Sous-commission a étudié les interventions faites au titre des différents points de l'ordre du jour et est parvenue aux décisions suivantes :

Programmes et projets nationaux relatifs aux océans

17 La Sous-commission a accueilli avec satisfaction les exposés sur les programmes et projets nationaux relatifs aux océans des États membres suivants : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, Égypte, Ghana, Guinée, Kenya, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Tanzanie et Tunisie. Par ailleurs, bien qu'ils n'aient pas participé à la session, Madagascar, le Soudan et le Togo ont soumis leurs rapports nationaux.

18 La Sous-commission a noté qu'un large éventail d'activités pertinentes avaient été menées à bien par les États membres et a demandé au Secrétariat de préparer un modèle pour l'établissement des rapports nationaux en vue des prochaines sessions. Le Secrétariat devait exploiter les informations provenant des rapports nationaux en amont des sessions de l'IOCAFRICA et préparer une synthèse présentant les principaux enjeux et les thèmes communs afin d'aider à élaborer les programmes de travail pour la Sous-commission.

Conférence panafricaine sur les sciences océaniques au service du développement durable

19 La Sous-commission a observé que la conférence représentait une excellente occasion d'appeler l'attention sur les progrès et les réalisations des sciences océaniques dans la région. Elle permettrait également d'inviter de nouveaux acteurs autour de la table, comme les banques régionales de développement, les communautés économiques régionales et le secteur privé.

20 La Sous-commission a noté que la conférence avait lieu à mi-parcours de la Décennie des mers et des océans d'Afrique (2015-2025) de l'Union africaine et qu'elle serait l'occasion de faire le point des progrès accomplis et de planifier la deuxième moitié de la Décennie, en tirant parti de la dynamique suscitée par les initiatives actuelles telles que la seconde Expédition internationale de l'océan Indien. À cet égard, il conviendra de faire participer l'Union africaine à la planification et à l'organisation de la conférence ([recommandation IOCAFRICA-V.1](#)).

Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable

21 La Sous-commission a fait observer que l'avenir de l'Afrique reposait sur une exploitation durable des océans. Cela exigerait une connaissance parfaite des océans et de leur fonction, notamment des effets du changement climatique.

22 La Sous-commission a souligné que l'Afrique ne devait pas se limiter à participer à la mise en œuvre de la Décennie mais devait contribuer au processus de planification. L'Afrique devait établir ses propres objectifs en matière de sciences océaniques, en les assortissant de cibles et de résultats escomptés. Il importerait que l'Afrique mobilise ses propres financements en vue de réaliser

ses objectifs. Cependant, il était primordial de collaborer pour aboutir à une parfaite connaissance des océans du monde, qui sont tous liés les uns aux autres.

- 23 La Sous-commission a souligné la nécessité d'établir des synergies entre la conférence et la planification pour la contribution des régions à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. La conférence et la Décennie devaient servir à transformer la façon d'aborder les sciences océaniques dans la région. ([recommandation IOCAFRICA V.2](#) sur l'établissement du Groupe de planification stratégique de l'IOCAFRICA).

Observation et surveillance des océans

- 24 La Sous-commission a insisté sur l'importance de renforcer le système actuel d'observation de l'océan autour des zones côtières et de haute mer de l'Afrique et des États insulaires adjacents.
- 25 La Sous-commission a reconnu la nécessité d'une collaboration et d'une coopération accrues entre les États membres afin d'optimiser le partage, l'échange et l'exploitation commune des équipements océanographiques parmi les États membres, notamment dans le cadre d'activités conjointes telles que les missions de terrain, les croisières de recherche et les expéditions.
- 26 La Sous-commission a remercié le Gouvernement d'Afrique du Sud d'avoir mis à disposition le navire de recherche océanographique *SA Agulhas II* en vue de mener les croisières de recherche régionales, et d'avoir pris en charge les frais de ces deux croisières en octobre/novembre 2017 et en juin/juillet 2018 dans le cadre de la seconde Expédition internationale de l'océan Indien.
- 27 La Sous-commission a prié le Gouvernement sud-africain d'envisager de prolonger ce soutien et s'est félicitée de l'offre de l'Afrique du Sud d'étudier toutes les possibilités pour ce faire.
- 28 La Sous-commission a vivement encouragé les États membres de la région à étudier l'application des nouvelles technologies à l'observation de l'océan, et à tâcher d'attirer les jeunes vers les carrières de scientifiques et de techniciens du domaine des sciences océaniques.
- 29 La Sous-commission a accueilli avec satisfaction la recommandation de la troisième réunion du Comité directeur de l'EIOI-2 (12-13 mars 2019, Port Elizabeth, Afrique du Sud) tendant à prolonger la mission de l'EIOI-2 jusqu'à 2025 au moins, afin de faire fond sur les principaux acquis scientifiques déjà obtenus. Ce prolongement permettrait également à l'EIOI-2 de contribuer à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030.
- 30 La Sous-commission a noté que le GOOS-AFRIQUE était toujours inactif, et a souligné qu'il était important de revitaliser et de restructurer le GOOS-AFRIQUE afin qu'il soit en mesure d'aider la Sous-commission à répondre aux besoins des États membres de la région en matière d'observation de l'océan, notamment en contribuant à la deuxième Expédition internationale de l'océan Indien et à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. ([Recommandation IOCAFRICA V.3](#) : priorité à la revitalisation et à la remise en service du GOOS-AFRIQUE).

Sciences océaniques et évaluation

- 31 La Sous-commission a remercié Mme Jacqueline Uku (coprésidente du Rapport mondial sur les sciences océaniques) et Mme Itahisa Deniz Gonzalez (coordinatrice technique pour la dynamique des écosystèmes et le changement climatique) pour leur brillante présentation du Rapport mondial sur les sciences océaniques, et a exprimé sa préoccupation face aux statistiques décevantes concernant les publications et citations provenant d'Afrique et des États insulaires adjacents dans le rapport.
- 32 La Sous-commission a encouragé les États membres à répondre au questionnaire en ligne destiné à recueillir des informations pour la deuxième édition du Rapport mondial sur les sciences océaniques, et a mis l'accent sur l'importance d'initier des programmes qui permettraient aux

scientifiques de la région de publier les résultats de leurs travaux de recherche, en vue de combler le considérable déficit de publications et de citations tel qu'il ressort de la première édition du Rapport.

33 La Sous-commission a remercié le Gouvernement espagnol du soutien qu'il avait apporté à la mise en œuvre du projet visant à Renforcer les capacités océanographiques dans les pays d'Afrique de l'Ouest du grand écosystème marin du courant des Canaries, et a encouragé la collaboration entre ce projet et l'initiative relative à la mise en place d'un volet africain du Portail des données océanographiques.

34 La Sous-commission a encouragé les États membres de la région à participer activement à la deuxième Évaluation mondiale des océans des Nations Unies, notamment en désignant des experts pouvant constituer le vivier d'experts.

35 La Sous-commission a rappelé qu'un programme régional sur les efflorescences algales nuisibles (HAB), élaboré par le Groupe d'experts de l'IOCAFRICA sur les HAB, lui avait été présenté à sa 4^e session (IOCAFRICA-IV, 6-8 mars 2017, Alexandrie, Égypte) et a prié le Secrétariat de réactiver le Groupe d'expert et d'accélérer l'exécution du programme.

36 La Sous-commission a souligné qu'il était nécessaire de disposer de séries chronologiques à long terme continues de données océaniques et climatiques (y compris sur la biodiversité marine et l'évolution des littoraux) afin d'élaborer des scénarios en matière de changement climatique applicables aux zones côtières et de définir des indices et des seuils relatifs aux paramètres océanographiques retenus afin de faciliter l'alerte rapide en cas de risques pour les vies humaines et pour les biens.

37 La Sous-commission a prié le Secrétariat d'étudier si de tels ensembles de données étaient disponibles dans la région et de recenser les lacunes à combler.

Gestion des données et de l'information océanographiques

38 La Sous-commission a souligné qu'il importait d'améliorer l'accès aux données et à l'information océanographiques dans la région et a soutenu la mise en place du volet africain du Portail des données océanographiques, en tant que mécanisme donnant accès à des données et à des métadonnées fiables.

39 La Sous-commission a constaté la nécessité de mettre en place des protocoles et des accords clairs en matière de partage de données et d'information pour faire en sorte que les scientifiques locaux puissent bénéficier des publications.

40 La Sous-commission a rappelé l'importance de la conversion des données en produits/information destinés à un usage pratique et a prié le Secrétariat d'actualiser les sites Web, les répertoires et les catalogues élaborés dans le cadre du projet ODINAFRICA.

41 La Sous-commission a remercié le Gouvernement flamand (Belgique) du soutien qu'il avait apporté à la mise en œuvre de l'Académie mondiale OceanTeacher, qui avait sensiblement contribué à renforcer les capacités en matière de gestion des données et de l'information océanographiques par le biais de ses trois centres régionaux de formation en Afrique.

42 La Sous-commission a noté que le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des données et de l'information océanographiques était un besoin persistant et a prié le Gouvernement flamand (Belgique) d'apporter son soutien en vue de reconduire le projet.

43 La Sous-commission a prié le Secrétariat d'élaborer, en consultation avec les États membres de la région et le Bureau des projets pour l'IODE, une proposition concernant la suite à donner au projet de l'ODINAFRICA relatif à l'utilisation des compétences et des infrastructures déjà en place en vue d'élaborer des produits de données et d'information destinés à la gestion intégrée des zones côtières.

Développement des capacités dans le domaine des sciences et technologies marines

- 44 La Sous-commission a remercié Mme Francesca Santoro (spécialiste de programme de la COI, initiation à l'océan) de sa présentation de la Stratégie de la COI pour le développement des capacités, et a rappelé que le développement des capacités conservait toute son importance dans la région.
- 45 La Sous-commission s'est inquiétée du fait que seuls quatre États membres de la région aient désigné des points focaux nationaux chargés du développement des capacités (Côte d'Ivoire, Maurice, République démocratique du Congo et Tanzanie) et a vivement encouragé les autres États membres à suivre leur exemple.
- 46 La Sous-commission a rappelé que des enquêtes détaillées sur le développement des capacités avaient été menées en 2013 et en 2017, et a prié le Secrétariat de réaliser à nouveau une enquête sur le développement des capacités et de lui présenter le rapport à cet égard à sa prochaine session.
- 47 La Sous-commission a reconnu qu'il importait d'établir un pôle régional du Centre d'échange pour le transfert des techniques marines (CHM/TMT) et a demandé des précisions sur les exigences d'une telle initiative, car cela aiderait à déterminer l'emplacement idéal de ce pôle.
- 48 La Sous-commission a accueilli favorablement la proposition de collaboration de l'Université de Suez (Égypte) et a prié le Secrétariat de l'officialiser et d'envisager de collaborer avec d'autres établissements de formation et de recherche dans la région.
- 49 La Sous-commission a reconnu l'importance de la mise en commun des installations et des ressources et a prié le Secrétariat de concevoir et de tenir à jour un calendrier en ligne des croisières et des programmes de recherche océanographique nationaux afin de faciliter la collaboration.

Sensibilisation du public et interface entre sciences et politiques

- 50 La Sous-commission a remercié Mme Francesca Santoro (spécialiste de programme de la COI, initiation à l'océan) d'avoir présenté l'initiative sur l'initiation à l'océan et a demandé que la boîte à outils soit traduite dans les langues locales comme l'arabe. Cela, ajouté à la prise en compte du savoir traditionnel, permettrait à un plus large éventail de la population d'avoir accès à ces outils, notamment aux élèves d'école primaire et aux personnes sans instruction. Le Secrétariat a fait observer que la COI n'était pas en mesure d'apporter son soutien financier à la mise en œuvre des activités nationales dans chaque État membre. Seules les activités menées conjointement par plusieurs pays pouvaient bénéficier d'un soutien.
- 51 La Sous-commission a noté qu'il serait utile de développer les liens entre l'aménagement de l'espace marin et l'initiation à l'océan, et de travailler avec le programme de l'UNESCO en matière d'éducation afin d'inscrire les questions relatives à l'océan dans les programmes scolaires.
- 52 La Sous-commission a vivement encouragé les États membres à organiser des activités en vue de célébrer la Journée mondiale de l'océan (8 juin) et la Journée africaine des mers et des océans (25 juillet) de façon à sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives à l'océan, et a fait observer que le thème de l'édition 2019 de la Journée mondiale de l'océan – Genre et océans – était particulièrement pertinent pour la région.
- 53 La Sous-commission a demandé au Secrétariat de moderniser le site Web de l'IOCAFRICA de façon à inclure des informations sur les cadres internationaux/régionaux pertinents ainsi que les législations et politiques nationales relatives aux océans en vigueur. Cela permettrait d'aider les États membres ayant besoin d'élaborer des politiques similaires et d'intégrer les sciences océaniques à leurs plans nationaux de développement.

- 54 La Sous-commission a souligné qu'il importait de mobiliser les gestionnaires de ressources, les responsables politiques et les personnalités politiques, et a retenu l'élaboration de documents d'orientation sur les objectifs pertinents du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 comme l'un des moyens de susciter cette mobilisation.
- 55 La Sous-commission a accueilli favorablement la proposition de l'Afrique du Sud d'appuyer l'élaboration et la publication d'une brochure présentant ces objectifs ainsi que les plans de la Sous-commission, et a invité les autres États membres à y collaborer.
- 56 La Sous-commission a prié le Secrétaire exécutif de la COI d'entreprendre des missions dans les États membres de la région, car cela contribuerait à sensibiliser davantage à l'importance des sciences océaniques.

Partenariats et liens

- 57 La Sous-commission a salué la collaboration qui avait été instaurée avec les secrétariats des conventions d'Abidjan et de Nairobi du PNUE, le programme pour les mers régionales du PNUE, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental et d'autres organismes, programmes et projets, et a instamment prié le Secrétariat de renforcer ces partenariats et de s'employer à en établir de nouveaux, en particulier avec les communautés économiques régionales et les banques régionales de développement.
- 58 La Sous-commission a prié le Secrétariat de mettre en place des mécanismes formels de collaboration avec les partenaires (mémoires d'accord ou lettres d'accord), notamment avec le secrétariat de la Convention d'Abidjan, et de les inviter à intégrer les comités scientifiques et techniques concernés de la Sous-commission.
- 59 La Sous-commission a vivement engagé le Secrétariat à envisager des liens avec d'autres organisations et a réaffirmé que l'IOCAFRICA devait réellement servir de « *plate-forme unique à l'échelle de l'Afrique, rassemblant les États membres, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, afin de guider la recherche, les observations et la préparation aux catastrophes, ainsi que l'atténuation de leurs effets, pour la gestion durable des océans et zones côtières d'Afrique* » comme indiqué dans sa déclaration d'intention.
- 60 La Sous-commission a prié le Secrétariat de la COI de se concerter avec l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies en vue d'élaborer des activités et des initiatives communes dans le cadre de la Décennie de l'Union africaine pour les mers et les océans d'Afrique (2015-2025).

Mobilisation des ressources

- 61 La Sous-commission a noté que les ressources disponibles pour l'IOCAFRICA au titre du budget du programme ordinaire ne suffisaient pas pour mettre en œuvre l'ambitieux programme nécessaire au développement des sciences océaniques dans la région.
- 62 La Sous-commission a remercié les États membres de la région et d'ailleurs qui avaient fourni des ressources et des installations à l'appui de la mise en œuvre des activités de l'IOCAFRICA, notamment l'Afrique du Sud, la Belgique, la Chine, l'Espagne, Maurice, le Mozambique, le Nigéria et le Sénégal, et a vivement incité les autres États membres à étudier les moyens d'apporter leur soutien.
- 63 La Sous-commission a prié le Groupe de planification stratégique de l'IOCAFRICA d'étudier les modalités de financement du programme de travail de la Sous-commission, notamment en recensant les sources de financement possibles.
- 64 La Sous-commission a par ailleurs prié le Secrétariat de l'IOCAFRICA, en collaboration avec le Bureau de l'IOCAFRICA et les institutions de la région, d'élaborer des propositions de projet à soumettre aux éventuelles sources de financement (notamment les agences de développement, les fondations, etc.).

Mécanismes nationaux et régionaux de coordination

- 65 La Sous-commission a vivement recommandé aux États membres de la région de mettre à jour leurs listes de points focaux nationaux de la COI.
- 66 La Sous-commission a encouragé l'élaboration de projets sous-régionaux pouvant attirer des ressources (en tenant compte des caractéristiques et des enjeux des sous-régions), et a prié les vice-présidents de l'IOCAFRICA d'appuyer le Secrétariat en amorçant l'élaboration de ces initiatives.
- 67 La Sous-commission s'est félicitée de la proposition de la République du Congo s'agissant de conduire l'élaboration d'un programme sous-régional sur la vulnérabilité des côtes s'intéressant particulièrement à l'érosion côtière à l'intention des États membres d'Afrique centrale et équatoriale (Angola, Cameroun, Congo, Gabon et République démocratique du Congo).

Élection des membres du Bureau de l'IOCAFRICA

- 68 La Sous-commission a élu les membres suivants au Bureau de la Sous-commission, pour un mandat couvrant la prochaine période intersessions et la sixième session de l'IOCAFRICA en 2021 :

| | |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| Président : | M. Mohamed Ahmed Said (Égypte) |
| Vice-Président pour la région A : | M. Adesina Adegbe (Nigéria) |
| Vice-Président pour la région B : | M. John Bemiasa (Madagascar) |
| Vice-Président pour la région C : | M. Hamet Diaw Diadiou (Sénégal) |

- 69 La Sous-commission a prié son Bureau d'attribuer des fonctions spécifiques à chacun de ses vice-présidents. Cela favoriserait une exécution plus efficace du programme de travail de la Sous-commission.
- 70 La Sous-commission a approuvé la proposition soumise par les membres du Bureau de l'IOCAFRICA, consistant à accueillir le président sortant de la Sous-commission et le futur Vice-Président de la COI pour le Groupe V au sein de leurs délibérations.

Date et lieu de la sixième session de l'IOCAFRICA

- 71 La Sous-Commission a décidé de tenir sa prochaine (sixième) session durant le premier trimestre 2021, et s'est félicitée de l'offre du Nigéria, qui se proposait d'étudier la possibilité d'accueillir la prochaine session à Lagos. Elle a prié le Secrétariat de veiller à ce que les dates de la sixième session ne chevauchent pas celles des réunions des organes directeurs de l'UNESCO ou d'autres réunions de cet ordre.

Adoption du projet de programme de travail de l'IOCAFRICA pour 2019-2021

- 72 La Sous-commission a examiné et amendé les plans de travail présentés par les groupes de travail établis pour la durée de la session sur : (i) l'observation et la surveillance des océans ; (ii) les sciences océaniques et l'évaluation ; (iii) la gestion des données et de l'information océanographiques ; (iv) le développement des capacités et les sciences et technologies marines ; et (v) la sensibilisation du public et l'interface sciences-politiques (voir détails dans la [recommandation IOCAFRICA V.4](#)).

Adoption du rapport et des recommandations

- 73 La Sous-commission a examiné le projet de rapport pour la session et a prié le Secrétariat de travailler avec le Rapporteur et les membres du bureau de l'IOCAFRICA en vue de le finaliser avant de le diffuser auprès des délégués pour approbation finale.

- 74 La Sous-commission a prié le Président de présenter le résumé exécutif du rapport et les recommandations à l'Assemblée de la COI, à sa 30^e session (UNESCO, Paris, 26 juin – 4 juillet 2019).

**ANNEX I
PROGRAMME**

Monday, 25 March 2019

| | | |
|-------------------|---|--|
| 09:00–10:00 | WELCOME AND OFFICIAL OPENING. | |
| 10:00–10:30 | TEA/COFFEE BREAK | |
| 10:30–10:45 | 2. ADMINISTRATIVE ARRANGEMENTS FOR THE MEETING | |
| | 2.1 | ADOPTION OF AGENDA |
| | 2.2 | DESIGNATION OF RAPPORTEUR |
| | 2.3 | CONDUCT OF SESSION |
| 10:45–12:00 | 3. INTERSESSIONAL REPORTS | |
| | 3.1 | STATEMENT OF THE CHAIRPERSON |
| | 3.2 | RECENT DEVELOPMENTS WITHIN UNESCO AND IOC AND THEIR RELEVANCE TO IOCAFRICA |
| | 3.3 | REPORT ON IOCAFRICA ACTIVITIES 2017-2019 |
| 12:00–13:30 | LUNCH BREAK | |
| 13:30–15:00 | 3.4 | NATIONAL OCEAN PROGRAMMES AND PLANS (Angola, Benin, Cameroon, Congo, Egypt) |
| 15:00–15:15 | TEA/COFFEE BREAK | |
| 15:15–16:30 | 3.4 | NATIONAL OCEAN PROGRAMMES AND PLANS (Ghana, Guinea, Kenya, Mauritius, Morocco) |
| END OF DAY | | |
| 18:30– 20:00 | STEERING COMMITTEE AFRICA OCEAN 2020 | CITY LODGE |

Tuesday, 26 March 2019

| | | |
|-------------|--|---|
| 09:00–10:30 | 3.4 | NATIONAL OCEAN PROGRAMMES AND PLANS (Mozambique, Namibia, Nigeria, Senegal, Seychelles, Somalia, South Africa, Tanzania, Tunisia) |
| 10:30–10:45 | TEA/COFFEE BREAK | |
| 10:45–12:00 | Enhancing oceanography capacities in CCLME Western Africa countries (Itahisa Deniz Gonzalez) | |
| | Global Ocean Science Report (Jacqueline Uku and Itahisa Deniz Gonzalez) | |
| 12:00–13:30 | LUNCH BREAK | |
| 13:30–15:00 | 4. DEVELOPMENT OF IOCAFRICA WORK PLAN 2019-2021 | |
| | ▪ | UN Decade for Ocean Science for Sustainable Development (Vladimir Ryabinin) |
| | ▪ | Pan African Conference on Marine Science and Technology – 2020 (Mohamed Said) |
| | DISCUSSIONS ON DEVELOPMENT OF OCEAN SCIENCES IN AFRICA | |
| 15:00–15:15 | TEA/COFFEE BREAK | |

- 15:15–16:30 4.1 OCEAN OBSERVATIONS AND MONITORING
OCEAN SCIENCES AND ASSESSMENTS
4.3 OCEAN DATA AND INFORMATION MANAGEMENT
4.4 CAPACITY DEVELOPMENT IN MARINE SCIENCE AND
TECHNOLOGY
4.5 PUBLIC AWARENESS AND SCIENCE TO POLICY INTERFACE
IOC Capacity Development Strategy (Francesca Santoro)

END OF DAY

- 18:30–20:00 **NOMINATIONS/ELECTIONS** **CITY LODGE**
WORKING GROUP

Wednesday, 27 March 2019

- 09:00–10:30 IOC Capacity Development Strategy (Francesca Santoro)
Ocean Literacy for Africa (Francesca Santoro)
5.2 PARTNERSHIPS AND LINKAGES
5.2.1 Western Indian Ocean Marine Science Association (Julius Francis)
5.2.2 UN Environment Abidjan Convention (Diagana Abdoulaye)
5.2.3 UN Environment Nairobi Convention (Mwangi Theuri)
5.2.4 South West Indian Ocean Commission (Luca Garibaldi)

10:30–10:45 **TEA/COFFEE BREAK**

- 10:45–12:00 5.1 RESOURCES MOBILIZATION
5.3 STRENGTHENING OF NATIONAL AND REGIONAL
COORDINATION MECHANISMS
6. ADDRESSING OTHER RELEVANT ISSUES ON THE AGENDA OF
THE 30TH SESSION OF THE IOC ASSEMBLY
8. OTHER BUSSINESS
9. DATES AND PLACES OF THE 6TH SESSION OF THE IOC-AFRICA
SUB-COMMISSION.

12:00–13:30 **LUNCH BREAK**

- 13:30–15:00 7. ELECTIONS OF THE OFFICERS OF IOC- AFRICA
10. ADOPTION OF THE DRAFT IOCAFRICA WORK PLAN AND BUDGET
2019–2021.
11. ADOPTION OF THE DECISIONS/RECOMMENDATIONS AND
SUMMARY REPORT

15:00–15:15 **TEA/COFFEE BREAK**

- 15:15–16:30 11. ADOPTION OF THE DECISIONS/RECOMMENDATIONS AND
SUMMARY REPORT
12. CLOSURE

ANNEX II

RECOMMENDATIONS

Recommendation IOCAFRICA-V.1

Pan African Conference on Ocean Sciences for Sustainable Development

The IOC Sub-Commission for Africa and the Adjacent Island States,

Recalling the discussions at the IOCAFRICA-II (3–4 April 2013, Cape Town, South Africa) and IOCAFRICA-IV (6–8 March 2017, Alexandria, Egypt) on the importance of organizing a Pan African Conference on Marine Sciences,

Noting that the African Union at its 22nd Ordinary Session (30–31 January 2014) decided to retain the 2015–2025 decade as the “Decade of African Seas and Oceans” to explore the potential of oceans and seas around Africa,

Further noting that UN General Assembly at its 72nd session (December 2017, New York, USA), proclaimed the United Nations Decade of Ocean Science for Sustainable Development for the 10-year period beginning on 1 January 2021,

Agreed that the Pan African Conference on Ocean Sciences for Sustainable Development will provide an opportunity to take stock of the progress made in the implementation of the “Decade of African Seas and Oceans”, as well as plan for the active participation of the region in the “UN Decade for Ocean Sciences for Sustainable Development”;

Welcomes the offer of Egypt to organize and host the Pan African Conference on Ocean Sciences for Sustainable Development in Sharm El Sheikh from 19–22 October 2020;

Stressed that the conference must be different from previous conferences and should be used to take ocean sciences in Africa to another level, by bringing new actors to the table, such as the regional economic communities, regional development banks and the private sector;

Request the secretariat to:

- (i) liaise with Permanent Delegation of Egypt and other Member States from the region to highlight the importance of the conference;
- (ii) to work with Egypt in engaging the African Union and other partners in the organization of the conference;

Urges IOC Member States to provide support to ensure the successful organization of the conference.

Recommendation IOCAFRICA-V.2

Establishment of IOCAFRICA Strategic Planning Group

The IOC Sub-Commission for Africa and the Adjacent Island States,

Noting that several governments in the region have demonstrated their commitments by investing in ocean research and education institutions, as well as putting in place policies on coastal and marine management,

Recognises that Africa must set its own agenda, including targets and results expected and use its own efforts and financing in order to deliver on the agenda;

Emphasises the connectedness of the oceans and acknowledges that partnerships are therefore important strategy for mobilizing additional resources for ocean sciences in the region, especially as what happens in one part of the world oceans affects other regions;

Establishes the IOCAFRICA Strategic Planning Group (comprising the IOCAFRICA Officers and other experts from the region) to guide the planning for the conference and develop ideas for the UN Decade for Ocean Science for Sustainable Development (2021–2030) as well as the IOCAFRICA Strategic Plan for 2022–2029;

Requests the IOCAFRICA Officers to develop terms of reference for the Group;

Request the secretariat to:

- (i) Assist in the identification of experts to join the Group;
- (ii) Provide support to enable the IOCAFRICA Strategic Planning Group undertake its tasks.

Recommendation IOCAFRICA-V.3

Priority for the Revival and Reactivation of GOOS-AFRICA

The IOC Sub-Commission for Africa and the Adjacent Island States,

Recognising the exceptional role of the GOOS-AFRICA Coordinating Committee with a longstanding experience of mobilising human and financial capacities, which enabled the establishment of a continental framework for operational ocean observations networks in Africa over the past two decades,

Supports the outcomes and recommendations of different intergovernmental forums such as the successive IOCAFRICA Sessions and Global Regional Alliance (GRA) forums since 2013, which requested the reactivation of the GOOS-AFRICA Coordinating Committee towards a reinforced GOOS-AFRICA in close cooperation with the IOCAFRICA;

Stressed the importance of reviving GOOS AFRICA so that it can support the Sub-Commission in responding to the ocean observations requirement of member states from the region, including contribution to the Second International Indian Ocean Expedition, and the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development;

Decides to reconstitute the GOOS AFRICA Coordinating Committee;

Requests the IOC Executive Secretary to:

- (i) Invite Member States to nominate experts to join the reconstituted GOOS-AFRICA Committee.
- (ii) Identify suitable allocations of financial resources from the Regular Budget and extra budgetary of the IOC for the reactivation of GOOS-AFRICA based on the capital legacy of the GOOS-AFRICA Coordinating Committee and existing African networks.

Recommendation IOCAFRICA-V.4

Programme of Work, 2019–2021

The IOC Sub-Commission for Africa and the Adjacent Island States,

Noting the progress made in the implementation of the IOCAFRICA-IV work plan,

Expresses its appreciation to the Member States, regional and international partners who have provided financial and technical support for implementation of activities in the region;

Thanks the Member States from the region who have provided in-kind support for the Sub-Commission, especially South Africa for availing its oceanographic research vessel the SA Agulhas II for regional surveys and training;

The Sub-Commission commended the experts who had participated in the IOCAFRICA-V Preparatory Experts meeting (3–4 March 2019, Mombasa, Kenya) for the detailed proposals they had prepared for consideration, and requested the secretariat to organize similar experts meeting ahead of future sessions of the Sub-Commission;

Adopts the programme of work for the Sub-Commission for the period 2019–2021 as outlined in the Annex to this Recommendation:

Requests the IOC Executive Secretary to:

- (i) explore opportunities for additional extra budgetary resources for the implementation of these activities;
- (ii) strengthen the IOCAFRICA secretariat through the provision of additional staff;

Urges Member States to continue and increase their support to IOCAFRICA and its secretariat through financial and in-kind contributions, including the secondment of staff.

Annex to Recommendation IOCAFRICA V.4

| |
|---|
| Ocean Observations and Monitoring |
| Activity 1.1: Reinforce the existing ocean observations systems around coastal and deep sea areas of Africa including SIDS members states (including use of new technologies) |
| Activity 1.2: Increase collaboration and cooperation between member states to optimise the sharing, exchange and common utilization of marine equipment amongst member states particularly on joint research cruises and expeditions. |
| Activity 1.3: Organise training workshops on ocean monitoring, forecasting and modelling (focus on ROMS and then downscaling) using data and information from the Ocean Observing System. |
| Activity 1.4: Revive GOOS-Africa and review the functions to serve the needs of the African ocean observations systems |
| Ocean Sciences and Assessments |
| Activity 2.1: Climate change adaptation in the coastal zones (including review of availability of long time series ocean and climate data and identification of data gaps that need to be addressed) |
| Activity 2.2: Implementation of IOCAFRICA HAB programme (including the organize workshop on Harmful Algal Blooms, with possible collaboration of the International Atomic Energy Agency - IAEA and HABs program in IOC-UNESCO) |

| |
|--|
| Activity 2.3: Survey of and assessment of marine pollution related parameters (including micro and macro plastics, ocean acidification, oxygen depletion etc.) |
| Activity 2.4: Marine Spatial Planning, including mapping of resources (maritime, critical resources) and delineation to allow exchange of lessons learned and best practices of MSP among Member States. |
| Ocean Data and Information Management |
| Activity 3.1: Further development of the African node for the Ocean Data portal to provide information about and access to ocean data from African oceans and coastal areas (including satellite observations) |
| Activity 3.2: Development and maintenance of directories of marine related institutions and experts (academic, research and management), as well as information centres and linking these to the IOC Ocean Data and Information System (ODIS) and Ocean-Expert (the Directory of Marine and Freshwater Professionals). |
| Activity 3.3: Finalizing continental and regional coastal and marine atlases, including mapping of corals, mangroves, natural resources, protected areas, waste dumping, dredging and other vital ecosystems) |
| Activity 3.4: Processing, analysis and interpret ocean data (e.g. cruise data from SA AGULHAS II, RV Dr Fridjof Nansen etc.) |
| Activity 3.5: Mobilization of marine biodiversity data for inclusion in the African Register of Marine Species and AfrOBIS (including strengthening of the African OBIS nodes in Kenya, Senegal and South Africa). |
| Activity 3.6: Development and submission of proposal for follow-up to the ODINAFRICA project. |
| Capacity Development |
| Activity 4.1: Undertake comprehensive survey of capacities available for marine science and technology in the region (including human resources and facilities/equipment), building on previous surveys. |
| Activity 4.2: Setting up a regional hub for CHM/TMT |
| Activity 4.3: Strengthening of the linkages and collaboration between ocean programmes in universities and research institutions in the region to facilitate capacity development and transfer of marine technology (including sharing of facilities, exchange visits/ sabbaticals, and exchange of publications); |
| Activity 4.4: Organize training courses and workshops on priority topics identified by IOCAFRICA. (Operational oceanography, shipboard training, application of remote sensing to marine sciences; ocean modelling and forecasting, science communication etc.) |
| Activity 4.5: Support regional centres (Ocean Teacher Global Academy RTCs, UNESCO Chairs and Centres of Excellence) to provide continuous professional development; |
| Activity 4.6: Develop and maintain an online schedule of national cruises and programmes to facilitate collaboration. |
| Public Awareness and Science Policy Interface |
| Activity 5.1: Establishment of the IOCAFRICA Strategic Planning Group |
| Activity 5.2: Support for relevant events (conferences, symposia etc.), especially the Pan African Conference on Ocean Science for Sustainable Development, and activities to mark World Ocean Day and African Day of Seas and Oceans. |
| Activity 5.3: Revamping of IOCAFRICA websites to incorporate international/regional agreements and frameworks as well as existing national ocean policies and legislation. |
| Activity 5.4: Preparation of policy briefs on relevant goals of Agenda 2063 and 2030. |

| |
|--|
| Activity 5.5: Support for the establishment of African Association of Marine Scientists |
| Activity 5.6: Organize activities to improve ocean literacy/awareness |
| Activity 5.7: Science to Policy frameworks- strengthening of the collaboration between the various research institutions of the continent (e.g. RAFISMER & COMHAFAT programmes in some of the countries) |
| Activity 5.8: Organization of the Sixth session of IOCAFRICA (Lagos, Nigeria, 2021). |